

on NOIR Le Mouton NOIR

BREF !

<p>COMPLETEMENT TIMBRÉS ! <i>À Bercy, c'est « privatisations à tous les étages »</i></p> <p>Le groupe de travail sur la fin du numéraire vient de se tenir à Bercy. Nous sommes tous ravis d'apprendre que la DGFIP va passer un appel d'offre à une entreprise privée pour que les usagers puissent exclusivement payer en numéraire auprès d'elle ! Effectivement, pourquoi se priver de dépenser à fonds perdus l'argent public alors que nous avons un réseau présent sur tout le territoire et accessible aux usagers !</p> <p>Dans le même ordre d'idée, la DGFIP arrêtera de vendre tous les timbres fiscaux physiques au premier janvier 2019. A-t-on pensé à installer des bornes pour vendre des timbres dématérialisés dans nos centres des finances publiques ? Bien sûr que non, toutes les bornes ont été installées exclusivement chez les buralistes : à titre d'exemple sur la Seine-Saint-Denis, ce sont 800 000 € de commissions pour la vente de ces timbres fiscaux qui ont été payés par la DDFIP 93 en 2017 !</p> <p>Et pour finir, on nous a confirmé que la relance des patrons défaillants au paiement de l'IR dans le cadre du PAS ne serait pas effectuée par les services de l'État mais par un Groupement d'Intérêt Public (GIP) : des structures « publiques » où il n'y a aucune obligation qu'il y ait des fonctionnaires et où les capitaux privés peuvent détenir des parts.</p> <p>Comme quoi l'argent existe bien, mais quel intérêt s'il ne sert pas à arroser le patronat sur la dépouille du service public !</p>	<p>HORS DE CONTROLE <i>Fusion des PCRPs sur Bobigny au premier septembre 2019</i></p> <p>C'est officiel, les 4 ex-Fiscalités Immobilières survivantes, devenues PCRPs, seront fusionnées sur Bobigny dans le bâtiment Satie. Comme les 4 pôles Enregistrement fermés dans les SIE et centralisés sur Bobigny dans le SDE, la DDFIP 93 poursuit le démantèlement de l'administration au plus près des territoires au nom de « l'efficacité ». Au-delà des reculs pour les usagers du 93 qui ne peuvent plus bénéficier d'une administration de proximité, on assiste à la disparition progressive d'un pan important de la fiscalité patrimoniale (déjà attaqué avec la fin de l'impôt sur la fortune) et du contrôle fiscal de proximité : le PCRPs aura pour vocation de centraliser à terme le CSP (contrôle sur pièces) des particuliers dont les DFE (Dossiers à Fort Enjeu) qui étaient auparavant traités dans les SIP. Profitant de l'effondrement du nombre de contrôleurs dans les SIP, cela permettra à la direction de rebasculer les agents affectés au contrôle sur les secteurs d'assiettes en souffrance. Seule une mobilisation des agents dans les SIP avec leurs organisations syndicales permettra d'empêcher la fermeture des PCRPs et la disparition progressive du contrôle de l'IR. En attendant, cela montre encore une fois la détermination de notre direction locale à combattre la fraude au plus près...</p>	<p>PRIVÉ DE VACANCES ! <i>Sous-effectif en Seine-Saint-Denis</i></p> <p>38 000 suppressions d'emploi depuis 2002, cela n'est visiblement pas suffisant. Alors que nous constatons un très fort taux de vacances d'emplois dans toutes les catégories A, B et C, le gouvernement annonce 2130 suppressions d'emplois à la DGFIP pour 2019 ! Alors qu'en ce début de mois de septembre, nous avons une remontée de nombreux services en déshérence, la solution de la Direction Générale est toute simple : supprimons les vacances d'emplois, ce sera autant de sous-effectifs qui disparaîtront l'année prochaine ! Hors de question d'accepter une situation pareille : au CFP d'Aubervilliers Impôts, à la trésorerie de Drancy Municipale, au SDE et à la DDFIP Moulin, les agents commencent à se mobiliser autour de la question des effectifs. La CGT Finances Publiques sera là pour soutenir toutes les mobilisations des agents, par des motions de services, des pétitions et par la grève pour exiger tous les effectifs de fonctionnaires statutaires nécessaires pour l'accomplissement de l'ensemble de nos missions de service public !</p>
<p>NOUVEAU FREIN A LA PROGRESSION DU SALAIRE : LA LIMITATION DES CONCOURS</p> <p>Les gouvernements s'en prennent depuis des années à l'augmentation de la rémunération des fonctionnaires. D'abord, il y a eu le gel du point d'indice avec une perte de pouvoir d'achat de l'ordre de 150 à 200 € par mois pour les cadres B et C. Ensuite, il y a eu le protocole du PPCR qui maintient ou accentue le tassement de la carrière : par exemple, un agent C sans reprise de carrière*, « bénéficie » d'une augmentation de 6 points d'indice les cinq premières années... Dernier avatar de cette limite à l'évolution de la carrière et donc de la rémunération : la limitation de l'accès à la catégorie A. Désormais, « Nul ne peut être admis à participer plus de cinq fois à l'examen professionnel et aux concours internes et externes ». Ainsi, la limite n'est pas de 5 fois pour le concours externe d'une part et de 5 fois pour le concours interne d'autre part (soit 10 fois au total), mais de 5 fois cumulativement pour les deux.</p> <p>Pour l'instant cette mesure ne concerne que l'accès à la catégorie A, mais il y a fort à parier que la même chose est à prévoir pour la catégorie B. Faut-il négocier son application ? Non, seul son rejet est acceptable !</p> <p><i>* La reprise de carrière est l'ancienneté que l'on garde en entrant dans la fonction publique si l'on a travaillé dans le privé ou le public avant.</i></p>		
<p style="text-align: center;">DERNIERE MINUTE</p>		
<p>M. DORA, DDFIP, est venu à Aubervilliers visiter le SIP et le SIE suite à l'interpellation des collègues avec leurs organisations syndicales sur la situation des effectifs (- 11 C au SIP et - 7 B au SIE). La réponse apportée est : le SIP est ultra-prioritaire, le SIE est ultra-prioritaire, les arrivées attendues au 12 novembre devraient permettre de combler une partie des vacances d'emplois. Au départ, c'était 67 nouveaux agents, puis on est passé à 57 et demain combien arriveront réellement ? Mais c'est la même situation à Bobigny (SIP et SIE), à Pantin idem, à Noisy-le-Sec, Montreuil, St Ouen, dans certaines trésoreries... Et en attendant, la campagne TH se profile, le PAS aussi, comment va-t-on faire ? comment va-t-on gérer les accueils ? Là, silence, pas de réponse, nada, nothing, nib. On va devoir rester dans la m.... pendant un an. Combien faudra-t-il de <i>burn out</i>, de situations conflictuelles pour que BERCY se pose les bonnes questions, et qu'à minima tous les postes vacants soient pourvus !</p> <p>Et puis en conclusion : « ça ira mieux dans 2 ans quand la TH sera supprimée et le PAS aura atteint sa vitesse de croisière » (dixit le Directeur).</p> <p>Qui peut le croire ?</p>	<p>DRANCY MUNICIPALE : SEANCE DE REPLATRAGE</p> <p>À Drancy municipale, la situation des effectifs est aussi problématique. De plus, sur la ville, un service est fermé le mardi, l'autre pas. Du coup, Drancy municipale voit arriver des usagers qui ne devrait pas être là, créant ainsi un engorgement et une charge de travail supplémentaire. Ils n'ont pas besoin de ça. Là aussi, un cadre A EDR est affecté dans l'immédiat et une vague promesse d'affectation d'un cadre C issue de la liste complémentaire.</p>	

